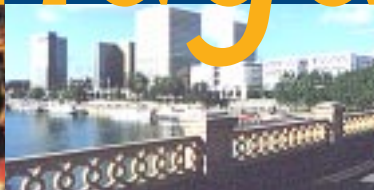


SEM magazine

septembre 2000

n°1



LA LETTRE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Enquête

Les Sem parient sur l'excellence

Environ 90 Sem sur les 1 300 que compte le secteur ont, à ce jour, obtenu une certification de type ISO. Ce sont, pour l'essentiel, des Sem de services certifiées ISO 9002, une norme concernant plus spécifiquement les relations client/fournisseur. Ainsi, Triselec, Sem en charge du centre de tri de la communauté urbaine de Dunkerque, la Saeml du Mémorial de Caen et la Sem Piau Engaly qui développe la station du même nom dans les Hautes-Pyrénées - sociétés d'économie mixte de services dont les démarches sont présentées dans ce numéro - sont toutes trois certifiées ISO 9002.

Force est de constater toutefois que le nombre d'élués est encore faible. "Les Sem ont connu de nombreux bouleversements ces dernières années - loi Sapin, nouveau plan comptable, 35 heures... - et le dossier de la qualité est lourd à gérer pour des petites structures", explique-t-on à la Fédération. "Mais depuis un an, le mouvement est vraiment lancé. La certification est une démarche globale de management qui valorise également l'image de la société, d'où son succès".

Pour la Fnsem, "l'objectif est que les sociétés s'interrogent sur la qualité de leur gestion et sur leurs résultats en termes économiques et d'intérêt général. Que ce soit en développant des démarches type ISO ou d'autres

(suite page 2)

SOMMAIRE

1

Enquête

Les Sem parient sur l'excellence
90 Sem sur les 1 300 que compte le secteur ont, à ce jour, obtenu une certification de type ISO.

4

Sem en direct

Les nominées de l'an 2000
5 Sem d'Or et 3 mentions pour le millénaire

6

Sem en projets

Sem et NTIC,
un secteur en pleine expansion

7

La Sem du mois

Marseille Aménagement,
Sem de l'an 2000
comment conduire 24 opérations
sur 18 communes

8

Fnsem en direct

Proposition de loi sur les Sem
Journée sur les fonds structurels
Nouvelle édition de Sem mode
d'emploi

Objectif qualité
dans les Sem de services



Maison du Tourisme et du Vin de Pauillac - DR

Enquête (suite)

Les Sem parient sur l'excellence

processus". Et de préciser : "nous n'imposons rien, mais nous souhaitons que les Sem se professionnalisent et soient aussi performantes que les entreprises privées".

Pour accompagner cette réflexion, la Fnsem a organisé, en novembre 1999, une journée intitulée "La démarche Qualité, le pari de l'excellence", qui a regroupé 110 dirigeants. Par ailleurs, en partenariat avec des Sem certifiées, Socotec Qualité qui expose la démarche qualité et l'AFAQ, un organisme certificateur, la Fédération a entamé un tour de France des régions sur la qualité, qui devrait être bouclé d'ici fin 2001. Après les Pays-de-la-Loire, la Bretagne, l'Alsace, la région Rhône-Alpes, l'Aquitaine, ce sera bientôt le tour de la région PACA.

D'ores et déjà, plus de 50 Sem se sont inscrites à l'atelier Qualité organisé dans le cadre du Congrès national des Sem qui se tient à Reims du 4 au 6 octobre et qui débouchera sur un référentiel des Sem certifiées. Quant à la Fnsem, elle signera, lors du Congrès, un accord de partenariat avec Socotec Qualité afin de définir sa propre démarche qualité et prépare un cycle de formation au management destiné aux dirigeants de Sem.

Une norme AFNOR pour la Maison du Tourisme et du Vin de Pauillac ?

Cette Sem qui gère l'Office de Tourisme, le port de plaisance et qui assure la promotion des produits régionaux (dont le vin bien sûr, puisque le vignoble de Pauillac affiche 18 crus classés sur les 60 que compte le Médoc), a démarré en début d'année son grand chantier de préparation de certification (norme AFNOR NF X50-730), spécifique aux Offices de Tourisme. Même si la consécration ne doit intervenir qu'en fin d'année, la tendance est fortement à l'optimisme.



Triselec - DR

Triselec, un engagement, deux certifications

Après avoir été le premier centre de tri français à se voir attribuer le certificat ISO 14001 (management environnemental), Triselec, centre de tri de la Communauté urbaine de Dunkerque, récidive avec un nouveau label : ISO 9002. La Sem entre ainsi dans le club très restreint des "doubles certifiés". Et, si une vingtaine d'entreprises de la région ont réussi ce pari, c'est une première nationale dans son secteur d'activité. Triselec est donc maintenant certifiée pour l'ensemble de ses activités, y compris celle de requalification et de reclassement de publics en difficulté, action qui avait déjà valu à Triselec Dunkerque un Sem d'or en 1991.

La pionnière du tri sélectif, qui vient de fêter ses dix ans d'existence, s'est délibérément engagée dans la logique du développement durable, ce nouveau modèle de développement pour l'humanité, qui prône le respect d'un équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale. De cet

engagement à la mobilisation pour la certification, il n'y avait qu'un pas, elle l'a franchi à deux reprises, avec succès. Triselec fait la démonstration de la pertinence de son choix de l'exemplarité, de l'efficacité technique et économique dans un dispositif de collecte sélective et fournit un bien bel exemple de ce que peuvent être les missions de service public menées par les Sem.

Une première mondiale pour le Mémorial de Caen

A la fois musée, lieu de réflexion et destination touristique, le Mémorial de Caen est un équipement atypique. Précurseur du point de vue des technologies mises au service de la muséographie et de la gestion de l'organisation des visites, il a souhaité aller encore plus loin pour faire bénéficier les visiteurs des derniers modèles d'organisation et de management.

Pour sa démarche qualité, il a privilégié le domaine de la production de services

ISO 9002 et a défini son périmètre de certification à partir de l'activité principale du Mémorial, qui consiste à accueillir 350 à 400 000 visiteurs en moyenne chaque année. La certification, obtenue en mars 99, qui fait du Mémorial de Caen le premier musée au monde certifié ISO 9002, est venue récompenser une mobilisation sans faille du personnel, durant les trois années de la démarche, et un certain goût du challenge. Le visiteur est désormais garanti de la mise en œuvre de ce système qualité, depuis sa demande de réservation jusqu'au souvenir qu'il emportera chez lui. Pour la Saeml, ce label de qualité est un axe de développement qui met en valeur son savoir-faire, son personnel, ses partenaires et tous les acteurs économiques et politiques au niveau local et régional.



"La qualité n'est pas un système mécanique, mais un système humain qui privilégie le savoir-faire de chacun dans l'exercice de ses responsabilités, à quelque niveau que ce soit".

Roger Castagné,
Président de la Sem Piau-Engaly

Piau-Engaly, la station de ski reconnue comme industrie de pointe

En mai 1995, après trois années d'efforts, la Sem Aragnouet Piau-Engaly obtenait une certification ISO 9002 pour l'ensemble de ses activités : déneigement, damage, neige artificielle, secours et accueil. Pour la première fois, une station de ski était reconnue comme industrie de pointe. Deux impératifs ont guidé la Sem sur le chemin de la certification :

- acquérir l'autorisation d'effectuer elle-même les prestations de maintenance des remontées mécaniques (prestations confiées à des experts dûment certifiés pour des raisons évidentes de sécurité et encadrées par le modèle ISO 9002).

Un recours à la sous-traitance aurait en effet hypothéqué l'autonomie et l'indépendance de la Sem dans sa politique de maintenance et d'investissement du parc des remontées mécaniques et, par là même, ses capacités de maintien de l'emploi local.

Depuis sa certification, en 1995, la Sem reçoit tous les ans un représentant de l'AFAQ (Association Française de l'Assurance Qualité) pour un audit de suivi qui permet de vérifier les points sensibles car la qualité, comme le souligne Eric Debruères, directeur de la station, *"c'est de prouver à tout moment que tout ce qui est fait, produit, organisé, géré par l'entreprise respecte bien les règles établies"*.

A ces titres ès-qualité, on pourrait en ajouter bien d'autres, comme par exemple **Cholet Sports et Loisirs**, certifiée ISO 9002 en juillet dernier, pour ses activités de gestion d'équipements et de personnel. Les équipements concernés : golf, patinoire, centre d'initiation aux sports de plein air et centre touristique Raymond Russon.

Le périmètre de certification englobe la visite muséographique, mais aussi tous les services d'accompagnement (restauration, médiathèque, librairie/boutique) et des prestations associées au confort du visiteur, ainsi que la maintenance technique.



- un marché des stations de ski de plus en plus concurrentiel, qui lui imposait de renforcer la qualité de l'accueil et d'anticiper les besoins des clients pour les conserver et les fidéliser ;

ISO, la qualité aux normes internationales

ISO "International Standardization Organisation" est une fédération mondiale d'organismes nationaux. Elle a pour vocation d'élaborer et d'entériner des normes applicables à l'échelle planétaire et d'en contrôler la juste application. Elle propose ainsi des modèles organisationnels de référence internationalement adoptables et reconnus, dont la norme ISO 9002 s'appliquant à la production des entreprises et, notamment, la production de services et prestations associées. Cette norme comporte de nombreux points, qui vont de l'engagement de la direction jusqu'au contrôle, en passant par la maîtrise des achats, des procédés et de la formation du personnel. Ils sont vérifiés régulièrement et un audit de renouvellement est effectué tous les trois ans.

Sem en direct, les nominées de l'an 2000



Saem Saint-Avertin - DR

Comme chaque année depuis 1991, la Fnsem organise le concours des Sem d'or qui vise à mettre en valeur la performance des Sem au service des collectivités locales dans leurs trois secteurs d'activités.

Deux Sem ont reçu un Sem d'or pour la catégorie aménagement : Marseille Aménagement (Bouches-du-Rhône), Semapa (Paris). Pour l'immobilier, la Sagem (Var) s'est vu décerner un Sem d'or et la jeune Saem de Saint-Avertin (Indre-et-Loire), une mention. Dans la catégorie services, quatre Sem ont été primées : la Saem Intermédiasud (Tarn) et Sodiparc (La Réunion) ont reçu chacune un Sem d'or ; deux mentions ont été attribuées à la Semvat (Haute-Garonne) et la Cité des congrès Nantes-Atlantique (Loire-Atlantique).

Semvat

Rando Bus, destination nature pour les habitants du Grand Toulouse

Une première en France, la Semvat, société de transports publics de voyageurs de l'agglomération toulousaine, propose à partir de ses lignes régulières de bus quatre itinéraires de randonnées pédestres, sur une quinzaine programmées.

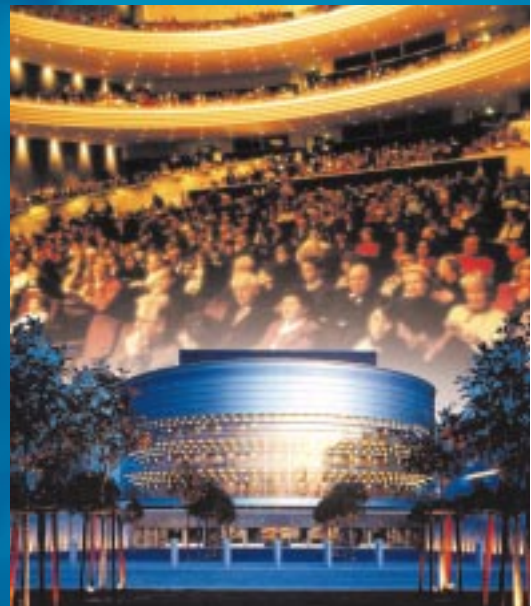
Rando Bus conjugue transport public et plaisir de la marche à pied, facile à partager en famille ou entre amis, sur des parcours en pleine nature à la découverte du patrimoine historique, culturel, architectural et à la rencontre de la faune et de la flore. Rando Bus complète la randonnée citadine dans Toulouse, ainsi que les promenades proposées par la Fédération française de la randonnée pédestre.

La Semvat met à la disposition des



La Cité des congrès au service de la culture nantaise

Depuis 1995, la Cité des congrès de Nantes produit un événement culturel unique en Europe : la Folle journée, dont René Martin, directeur du CREA, assure la programmation artistique. Cette manifestation annuelle place la musique classique à la portée de tous, en particulier par ses tarifs attractifs. Pour l'édition 2000 consacrée à Jean-Sébastien Bach - 200 concerts payants, une dizaine de conférences réparties sur trois jours -, le prix moyen était de 45 francs la place. La Folle journée, c'est aussi 80 000 billets délivrés, la participation de 700 musiciens, la présence de 100 journalistes dont 6 équipes de télévision et 1 500 nuits d'hôtels. En cinq ans, la Folle journée est devenue une pièce maîtresse de l'animation de la ville : elle valorise son image qui, par la qualité de son cadre de vie et son bouillonnement culturel, attire aujourd'hui les grandes entreprises et lui permet de tisser des liens avec l'étranger. De plus, les retombées médiatiques exceptionnelles de cette opération représentent un coût largement inférieur à celui d'une campagne nationale de communication !



port pour Saint-Denis et Sainte-Marie. Sodiparc a aussi réalisé le plateau piéton situé en centre ville de Saint-Denis.

marcheurs des fiches descriptives, disponibles dans ses points de ventes et auprès de différents partenaires. Tirées à 15 000 exemplaires, les trois premières ont déjà fait l'objet d'un retraitage. Enfin, ces itinéraires feront l'objet d'un "topo-guide" de la Haute-Garonne à pied, d'ici fin juin 2001.

Sodiparc, la Réunion une gestion globale du déplacement

En dix ans d'existence, Sodiparc a étendu ses activités et son champ d'intervention. Créée pour gérer le stationnement de Saint-Denis, elle intervient aussi pour le compte de la Cinor, Communauté de communes qui regroupe les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne.

La Cinor lui a confié un mandat pour la réalisation du TCSP (transport en commun en site propre) dont la première tranche, concernant Saint-Denis, vient d'être livrée. Elle intervient également en délégation de services de trans-

L'évolution de Sodiparc

En 1990, la Sem gérait 993 places de stationnement sur voirie. Aujourd'hui, elle gère 1 269 places sur voirie, 700 places en ouvrage et 700 places en surface.

Ses 50 autobus parcourent 3 millions de km par an et transportent 10 millions de passagers. En dix ans, son chiffre d'affaires est passé de 2 millions de francs à 90 millions de francs. D'un seul salarié à ses débuts, elle en compte désormais 200.



Intermédiasud, levier de développement local pour le bassin de Castres-Mazamet (81)

Devant la carence de l'initiative privée, la Saem Intermédiasud a été créée en 1997 pour favoriser le développement économique du bassin de Castres-Mazamet, deuxième pôle industriel

DR



Doté de nouveaux moyens, c'est tout un bassin de vie qui s'est pris en charge pour lutter contre son désenclavement géographique et retrouver son attractivité.

de Midi-Pyrénées, par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information. Intermédiasud a mis en place une plate-forme numérique - accessible aux entreprises, organismes publics et particuliers - qui intègre un

réseau de télécommunications à haut débit en fibres optiques et permet de transporter de l'information (image, son, données informatiques) sous forme numérisée avec une capacité très largement supérieure à celle des réseaux traditionnels. Il s'est créé la dynamique nécessaire à l'implantation de PME-PMI. Les entreprises locales, en particulier celles qui travaillaient à l'international, avaient un grand besoin de ces moyens d'échanges immatériels ou de services à haute valeur ajoutée tels que la téléformation, la télésurveillance... qui ont contribué à accroître leur compétitivité.

Intermédiasud au service de l'éducation : pour la première fois en France, sur commande de la Ville de Castres, France Télécom a mis en œuvre un réseau mixte pour relier les 33 écoles primaires, les bâtiments culturels, l'hôtel de ville et le téléport, permettant à 5 000 élèves d'accéder à des services pédagogiques et culturels via internet à

haut débit. Société d'économie mixte pionnière, Intermédiasud a encore un rôle important à jouer dans le développement local de par sa capacité à impliquer le monde économique au plan régional, national et européen.

DR



Les "Onze arpents" ont obtenu le label qualité 3 étoiles.

patisserie, blanchisserie, fleuriste, vidéoclub...) qui offrent des commodités aux habitants du quartier. Un mail planté forme une continuité entre la place centrale et les maisons de ville ; l'implantation de nombreux espaces verts assure la liaison entre lotissements anciens et récents.

La jeune Sem de Saint-Avertin, créée en 1997, notamment pour cette opération, entend étendre son champ d'activité en travaillant pour la future communauté de l'agglomération tourangelle.

Un nouveau quartier pour Saint-Avertin (37)

Avec les "Onze arpents", la Saem de Saint-Avertin donne un cœur de quartier à une zone pavillonnaire. Ce programme de 90 logements sociaux locatifs édifiés autour d'une place piétonne de 4 500 m² à vocation polyvalente (marché, manifestations) comporte des rez-de-chaussée commerciaux (dépôt de pain,

Sagem Résidence Romain Rolland à La Garde (83), une qualité de vie retrouvée

La Sagem, créée en 1977 et qui gère 1 700 logements, a racheté les 479 logements sociaux de la cité Romain Rolland à La Garde pour 45 millions de francs, auprès de l'Office d'Hlm de Toulon Habitat qui s'en était complètement désengagé.

L'opération de réhabilitation a pu être conduite, notamment grâce à un partenariat



La résidence Romain Rolland, une qualité de vie retrouvée, une image renouvelée

avec EDF (16 000 francs par logement) qui a permis une réduction des charges de chauffage, permettant à la Sagem de tenir son engagement initial de ne pas augmenter les loyers.

Une importante concertation locale a été nécessaire : la Sem a associé les habitants à la définition des travaux, ainsi que l'ensemble des acteurs sociaux concernés et engagé l'organisation de manifestations et d'opérations de communication.

La résidence a renouvelé son image et compte désormais une liste d'attente de futurs locataires. La démarche sociale engagée par la Sagem a permis à huit jeunes de Romain Rolland de trouver du travail en CDI

(suite page 6)

Sem en direct *(suite)*

auprès d'entreprises intervenant sur le site. Enfin, la Sagem enregistre un taux d'impayés voisin de zéro, alors qu'il dépassait les 6 %, et une vacance nulle des appartements (plus de 5 % avant la réhabilitation). Coût de l'opération : 30 millions de francs.

Semapa, aménageur de la Zac Paris Rive Gauche

La Semapa aménage Paris Rive Gauche avec le double parti de conserver le chemin de fer et la Gare d'Austerlitz et de réaliser de nouveaux quartiers en continuité avec l'environnement urbain existant.

Tous les éléments urbanistiques sont complètement intégrés, sans rupture de niveau

mais a dû aussi innover pour conclure des contrats intéressant l'aménageur au résultat du promoteur ou monter des projets immobiliers nouveaux en partenariat avec des sociétés privées.

Paris Rive Gauche, c'est aussi :

- une opération qui s'étend sur 130 hectares,
- 520 000 m² shon pour l'habitat : entre 5 000 et 6 000 logements pour 15 000 habitants,
- 900 000 m² de bureaux,
- 100 000 m² de locaux commerciaux,
- 150 000 m² de surfaces d'activité pour les petites entreprises et les services : environ 70 000 emplois,
- la Bibliothèque nationale de France : 250 000 m² de planchers, 5 000 places de lecture, 2 500 salariés,

Laurent Zylberman - Graphix



18 000 habitants, 60 000 emplois, 30 000 étudiants, près de 10 000 utilisateurs quotidiens de la Bibliothèque de France sont les chiffres de ce nouveau "morceau de ville" dont le projet a été lancé en 1991 et mis en œuvre en 1994.

avec les quartiers situés de part et d'autre de l'avenue de France – axe principal du projet urbain – et aménagés sur un sol naturel ou comme si ce sol était naturel, ce qui permet de concevoir des commerces en rez-de-chaussée et d'y accéder directement à pied ou en voiture, comme à son logement ou à son bureau.

Ce projet a deux autres objectifs. Créer de nouveaux quartiers parisiens, diversifiés dans leurs fonctions, à la rencontre des quartiers d'affaires traditionnels (rive droite) et du quartier latin (rive gauche) et aussi de poursuivre le rééquilibrage économique de la capitale vers l'Est.

Pour mener à bien ce vaste chantier, la Semapa a utilisé les outils classiques à sa disposition (réglementaires, financiers...),

- 250 000 m² d'équipements publics, dont 130 000 pour la future Université Paris VII-Diderot.

J.C. Pattaccini - Urba Images



Sem en projets

Sem et NTIC, un secteur en pleine expansion

• **A Amiens, la nouvelle Sem Susinet**, chargée de développer les NTIC, prend le relais de l'Agence des technologies de l'information et de la communication (ADNTIC). L'ADNTIC, syndicat mixte qui regroupe la communauté d'agglomération Amiens-Métropole, le département de la Somme et la ville de Saint-Quentin, conserve 56,25 % du capital social. Au titre des actionnaires privés de la Sem, on trouve la CDC (11, 5%), France Télécom (9 %), le crédit agricole de la Somme (9 %), la Caisse d'épargne de Picardie (6,25 %), Médiamétrie (4,5 %). Une dizaine de sociétés informatiques de la région se partageant le reste du capital.

• **Un projet de Sem pour gérer Net Cité**, service qui a créé le site internet de la Ville de **Pont-Audemer (27)** et de sa région. Outre la commune, le Conseil général de l'Eure, qui a subventionné le projet, devrait entrer au capital de la future Sem au titre des partenaires publics.

• **Pyrénées-Atlantiques : une Sem destinée à intervenir dans le domaine des technologies de la communication** avec, en particulier, la production d'émissions de télévision pour des sites internet, va se constituer au lendemain des élections municipales de 2001. Devraient entrer au capital, les deux communautés d'agglomération de Pau et de Bayonne-Anglet-Biarritz, le Conseil général, la CDC, ainsi que plusieurs entreprises privées parmi lesquelles le groupe de presse Sud-Ouest.

• **Dans le Finistère**, à la demande de Quimper-Communauté, la Technopole Quimper-Cornouailles a pris l'initiative de la mise en place d'autoroutes de l'information. Elle envisage la **mise en place d'une Sem pour réaliser l'étude du dispositif.**

La Sem du mois

Marseille Aménagement, Sem de l'an 2000

Le jury du concours organisé par la Fnsem, réuni à Paris le 12 septembre dernier sous la présidence de l'architecte-paysagiste Alexandre Chemetoff, a retenu Marseille Aménagement comme Sem de l'année parmi cinq sociétés élues Sem d'Or en juin 2000. Marseille Aménagement, qui inaugure cette nouvelle rubrique, est donc à la fois la Sem de l'année et la première "Sem du mois".



Richard Mias

Depuis sa création, en 1956, Marseille Aménagement est l'outil privilégié de la Ville. Avec ses trois départements : aménagement foncier, aménagement

urbain et maîtrise d'ouvrage déléguée, elle mène des interventions aussi nombreuses que diversifiées, dans Marseille intra-muros ou dans son agglomération. Ces dernières années, la Sem soutient une activité exceptionnelle, à la mesure du grand renouveau de Marseille : elle reconstruit la ville sur elle-même.

Au cœur de Marseille

Sur plus de 60 hectares, entre Belsunce et Le Panier, quartiers historiques et emblématiques, Marseille Aménagement opère une transformation spectaculaire qui vise à rendre au cœur de Marseille toute son attractivité, notamment auprès des jeunes, des étudiants et des catégories socio-professionnelles intermédiaires, qui l'ont un temps déserté.

Avec un éventail d'interventions, encadré par des dispositifs administratifs et réglementaires complexes, la Sem mène ce vaste

chantier qui concerne à la fois une restauration en profondeur du patrimoine bâti, le déploiement de grands équipements publics et la revitalisation active du tissu commercial.

Les premiers effets

Marseille Aménagement peut tirer une fierté légitime de ses interventions, car les premiers résultats sont déjà là, et ce n'est qu'un début :

- la restauration du patrimoine bâti a permis de faire redémarrer le marché immobilier de l'hyper centre ;
- les efforts en faveur d'un investissement locatif relancent la mixité sociale et attirent jeunes ménages et étudiants ;
- la réalisation d'équipements structurants, dont l'Alcazar, la bibliothèque municipale de Marseille (qui est aussi la plus grande bibliothèque à vocation régionale de France), permettra d'affirmer la vocation régionale de la ville ;
- la restructuration du centre commercial Bourse confortera progressivement la dynamique commerciale et l'animation du centre-ville.

Les chiffres

- plus de 60 hectares de périmètre d'intervention, dont 50 pour le PRI/Opah centre-ville ;
- 1 000 logements déjà réhabilités sur les 3 500 concernés ;
- une bibliothèque de 21 000 m² SHON, 1 750 places assises dont 25 % informatisées, 8 000 visiteurs par jour ;
- un centre commercial de 60 000 m² GLA, avec extension prévue de 25 000 m².

Une action sur toute l'agglomération

L'activité de Marseille Aménagement s'étend bien au-delà du centre-ville. Elle s'exerce sur le territoire de 18 communes qui composent la communauté urbaine de Marseille. Ses réalisations sont multiples, avec 34 opérations qui se déploient de la ZAC de "Bausset-Florides" à Marignane, au parc d'activités de Roquefort-la-Bédoule, du Technopôle de Château-Gombert au parc urbain du 26^e centenaire.

Jo Minetti



La presse en parle

L'Express, 3/9 août 2000

"Réformer les sociétés d'économie mixte, on en parle depuis longtemps. Des parlementaires passent à l'acte.

A priori, une proposition de loi déposée à la veille de l'été a toutes les chances de se perdre dans les limbes. Celle remise le 29 juin au Sénat par son vice-président RI, Paul Girod, et à l'Assemblée nationale par le député socialiste Georges Lemoine, n'est pas passée inaperçue : elle s'attaque à la modernisation des sociétés d'économie mixte ..."

Intercommunalités, septembre 2000

La Semerap (63) fait jeu égal avec les grands de l'eau

La principale Sem de distribution et d'assainissement de l'eau de l'Hexagone réussit à maintenir et à accroître ses positions en jouant la carte de la proximité. Une stratégie très pertinente auprès des communes et intercommunalités de milieu rural.

Fnsem en direct

Proposition de loi sur les Sem

La Fnsem attend la rentrée parlementaire quant à la mise à l'ordre du jour, prioritaire au Sénat, de la proposition de loi visant à moderniser le statut des Sem, comme Christian Poncelet l'avait annoncé aux Sem, lors d'un déjeuner débat, le 16 décembre dernier.

Cette proposition de loi, élaborée par la Fédération, a été **déposée simultanément devant les deux assemblées parlementaires, le 29 juin**, sous l'impulsion de Paul Girod, à la fois vice-président du Sénat et de la Fnsem, de Georges Lemoine et de Laurent Cathala pour l'Assemblée nationale.

Ce texte a été signé par plus de soixante-dix parlementaires issus de tous les groupes politiques.

Fonds structurels

Le 7 décembre, la Fnsem organisera une journée d'information, à Paris, sur les Sem et les fonds structurels. Quatre thèmes y seront traités : l'environnement, la politique urbaine, le développement économique et la coopération transfrontalière.

Rens. : Thierry Durnerin, responsable du département Régions-Europe.

tél. : 01 53 32 22 10.

Déjeuners débats

La Fédération prépare deux déjeuners débats, le premier avec **François Roussely**, président d'EDF, le second avec **Michel Barnier**, commissaire européen chargé de la politique régionale.

Europe

Les fédérations européennes des entreprises publiques locales (ELAN) se sont réunies, le 12 septembre à Paris, pour arrêter



les dernières modalités de leur **3^e Convention qui se tiendra à Bruxelles, le 9 novembre**. ELAN regroupe les fédérations italienne (Cispel), allemande (VKU), suédoise (KFS), autrichienne (VOK) et françaises, avec l'Anroc (Association nationale des régies) et la Fnsem qui est à l'origine de sa création.

Territoires

Jean-Louis Mons, vice-président de la Fnsem, est intervenu le 22 septembre, au **2^e Festival international de la ville**, lors d'une table ronde consacrée aux "opérateurs de l'habitat en Europe : des politiques et des territoires en redéfinition". A cette occasion, il a notamment rappelé "les atouts des Sem pour être les outils de mise en œuvre des politiques du logement des agglomérations, de part leur proximité avec les collectivités et leur souplesse".

Décentralisation

Le 19 septembre, la Fnsem a été auditionnée par la Commission sur l'avenir de la décentralisation que préside Pierre Mauroy

et dont le rapport sera publié le 18 octobre. Après avoir présenté l'économie mixte locale dans son contexte européen et les orientations de la proposition de loi sur la modernisation des Sem, Paul Girod, vice-président de la Fédération, a officiellement remis ce texte à Pierre Mauroy.

Sem mode d'emploi

La Fnsem publie une **nouvelle édition** de Sem mode d'emploi.

Panorama complet des éléments nécessaires à une "gouvernance" efficace et sûre des sociétés d'économie mixte, cette édition tient compte de l'actualité juridique liée à la proposition de loi visant à moderniser le statut des Sem et au projet de loi SRU.

160 pages, 145 F
tél. : 01 53 32 22 00.



Sem magazine est une publication de la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte
11-15 rue Saint-Georges 75009 Paris
Tél. : 01 53 32 22 00
Fax : 01 53 32 22 22
<http://www.fnsem.asso.fr>
fnsem@fnsem.asso.fr

Directeur de la publication : Maxim Peter
Rédacteur en chef : Marie-Anne Ramazzina
Conception-réalisation :
Innovapresse Conseil & Edition

Maquette : Frédéric Van de Walle
Rédaction :
Sem en direct, Sem en projets,
Fnsem en direct :

Marie-Anne Ramazzina (Fnsem)
Enquête et Sem du mois :
Nicole Malet et Martine Vankeerberghen (Innovapresse).
Photos de couverture :
DR, Laurent Zylberman – Graphix, Richard Mas.
Impression : GDS Limoges
Dépôt légal à parution.